

INSTALLATION

DE LA MAGISTRATURE DE LYON.

Paris a eu sa fête de la magistrature, comme l'a appelée M. Dupin, Lyon a eu la sienne.

Le dix novembre, tous les magistrats de la Cour d'appel et du Tribunal de première instance, les Présidents et Procureurs de la République de tout le ressort ont entendu une messe du Saint-Esprit, dans la cathédrale. C'est Monseigneur de Bonald qui officiait.

Après la messe, tout le monde s'est rendu dans la salle des assises, au Palais de Justice, et là M. Gilardin, procureur général, a prononcé un discours qui pourrait s'intituler : *Examen général du Socialisme*.

Comme écrivain, M. Gilardin a droit aux éloges ; c'est une plume très-élégante, nous dirions presque trop élégante dans la main d'un procureur général. Les muses ne sont décidément pas brouillées avec l'austère déesse de la Justice, et les *penetralia sacra* du palais de la place de Roanne ne leur font pas peur.

Le discours de M. Gilardin a été plutôt une série de considérations variées, de petits discours très-étudiés, cousus à la suite les uns des autres, qu'une œuvre de critique inspirée par une pensée-mère. Sans entrer dans l'appréciation de ce discours, nous ne pouvons nous empêcher de regretter, pour notre part, l'oubli où M. Gilardin a cru devoir laisser la République et tout ce qui s'y rattache. C'est aujourd'hui un mot d'ordre, dans le monde officiel, de traiter la République comme si elle n'existait pas ; c'est encore un mot d'ordre de déclamer contre la Révolution, contre la démocratie, c'est-à-dire contre ce que nous sommes, contre ce que nous serons toujours infailliblement. Nous ne comprenons pas ce que la magistrature peut avoir à gagner à consommer ainsi, dans toute occasion, son divorce avec l'esprit populaire, et à faire naître contre elle des défiances qui sont loin d'accroître son autorité, et qui ne lui préparent que des difficultés et des périls pour l'avenir.
